



CHAPITRE 6

LOI CONCERNANT LES ÉLECTIONS CONTESTÉES DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des élections contestées de Québec*. S. R. 1925, c. 5, a. 1.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Application de la loi.

2. Toutes les élections qui auront lieu après la mise en vigueur des présents Statuts refondus seront sujettes aux dispositions de la présente loi et leur validité ne sera contestée qu'en conformité de ses dispositions. S. R. 1925, c. 5, a. 2.

Définitions:

3. Dans la présente loi, les mots suivants ont la signification qui leur est respectivement donnée par le présent article, à moins que le texte d'une disposition particulière ne leur prête une signification différente:

"Juge";

1° Le mot "juge" signifie tout juge de la Cour supérieure de la province, ou cette Cour supérieure présidée par un seul de ces juges;

"Député";

2° Le mot "député" désigne une personne élue comme député à l'Assemblée législative de la province;

"Élection";

3° Le mot "élection" signifie l'élection d'un député à l'Assemblée législative de la province;

"District électoral";

4° Le terme "district électoral" signifie toute division territoriale ou portion de cette province ayant le droit d'élire un député à l'Assemblée législative;

CHAPTER 6

AN ACT RESPECTING CONTROVERTED ELECTIONS OF MEMBERS OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

1. This act may be cited as the *Quebec Controverted Elections Act*. R. S. 1925, c. 5, s. 1.

DIVISION I

INTERPRETATIVE PROVISIONS

2. Every election which takes place after the coming into force of these Revised Statutes shall be subject to the provisions of this act, and its validity shall only be contested in conformity with the provisions thereof. R. S. 1925, c. 5, s. 2.

3. Throughout this act, unless the word indicates a different meaning, each of the following words and expressions shall have the meaning given it by this section, viz.:

1. The word "judge" means any judge of the Superior Court of the Province, or such Superior Court presided over by any one judge thereof;

2. The word "member" means any person elected to serve as one of the members of the Legislative Assembly of the Province;

3. The word "election" means the election of a member to serve in the Legislative Assembly of the Province;

4. The expression "electoral district" means any territorial division or portion of this Province, entitled to return a member to the Legislative Assembly;

- "Candidat";** 5° Le mot "candidat" comprend la personne élue comme député à une élection et toute personne mise en candidature à cette élection; 5. The word "candidate" means the person elected as member at any election, and any person nominated as a candidate at such election;
- "Manœuvre frauduleuse";** 6° Le terme "manœuvre frauduleuse" signifie tout acte déclaré tel par l'article 366 de la Loi électorale de Québec, (chap. 5) ou par toute loi de la Législature; 6. The term "corrupt practice" means every act declared to be such by section 366 of the Quebec Election Act (Chap. 5), or by any act of the Legislature;
- "Règle";** 7° Le mot "règle" signifie toutes les règles qui peuvent être faites suivant l'article 12; 7. The word "rule" means any rule to be made in accordance with section 12;
- "Prescrit";** 8° Le mot "prescrit" signifie prescrit par la présente loi ou ordonné par quelque règle faite en vertu de ses dispositions; 8. The word "prescribed" means prescribed by this act, or ordained by some rule made thereunder;
- "Protonotaire";** 9° Le mot "protonotaire" comprend le député-protonotaire. S. R. 1925, c. 5, a. 3. 9. The word "prothonotary" includes the deputy prothonotary. R. S. 1925, c. 5, s. 3.
- "Orateur";** 4. Pour les fins de la présente loi, le mot "orateur" signifie l'orateur de l'Assemblée législative. Lorsque la charge d'orateur est vacante, ou que l'orateur est absent de la province ou incapable d'agir, le greffier de l'Assemblée législative ou tout autre officier remplissant alors les fonctions de greffier de l'Assemblée législative, qui lui est substitué, est compris dans l'expression "l'orateur". S. R. 1925, c. 5, a. 4. 4. For the purposes of this act, the expression "the Speaker" means the Speaker of the Legislative Assembly or (when the office of Speaker is vacant, or when the Speaker is absent from the Province, or is unable to act) the clerk of the Legislative Assembly or any other officer, for the time being, discharging the duties of the clerk of the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 5, s. 4.
- "Pétition en contestation d'élection";** 5. Une "pétition en contestation d'élection" est une pétition se plaignant d'un rapport irrégulier, ou de l'élection irrégulière d'un député, ou de l'absence de rapport, ou d'un double rapport, ou de quelque acte illégal commis par un candidat non élu, et alléguant, comme conséquence de cet acte, son inhabilité à siéger à l'Assemblée législative, ou se plaignant de la conduite d'un officier-rapporteur ou d'un sous-officier-rapporteur. S. R. 1925, c. 5, a. 5. 5. An "election petition" is a petition complaining of an undue return, or undue election of a member, or of no return, or of a double return, or of any unlawful act by any candidate not returned, by reason of which he is alleged to have become disqualified to sit in the Legislative Assembly, or complaining of the conduct of any returning-officer or deputy returning-officer. R. S. 1925, c. 5, s. 5.
- Calcul des délais.** 6. Si le délai fixé par la présente loi pour faire une procédure ou accomplir un acte, expire ou tombe un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant. S. R. 1925, c. 5, a. 6. 6. If the delay established by this act for the institution of any proceeding or the doing of anything expires or falls upon a holiday, such delay shall be extended to the next following day not a holiday. R. S. 1925, c. 5, s. 6.

SECTION II

DE LA JURIDICTION DE LA COUR SUPÉRIEURE

DIVISION II

JURISDICTION OF THE SUPERIOR COURT

Jurisdiction:**7. La connaissance des pétitions en contestation d'élection et les procédures à****7. The Superior Court shall have jurisdiction over election petitions, and over****Jurisdiction:**

- Ratione materiae.* suivre à cet égard sont du ressort de la Cour supérieure, sujet néanmoins aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 5, a. 7. all proceedings to be had in relation thereto, subject nevertheless to the provisions of this act. R. S. 1925, c. 5, s. 7. *Ratione materiae.*
- Ratione loci.* 8. La cause d'action mentionnée dans la pétition est censée avoir pris naissance à l'endroit où l'élection a eu lieu. 8. The cause of action mentioned in the petition shall be deemed to have arisen at the place where the election was held. *Ratione loci.*
- Tribunal. La requête doit être présentée et instruite dans le district judiciaire où se trouve situé cet endroit; mais l'audition finale a lieu devant trois juges de la Cour supérieure conformément aux articles 78 et suivants. S. R. 1925, c. 5, a. 8. The election petition shall be presented and tried in the judicial district where such place is; but the final hearing shall take place before three judges of the Superior Court in conformity with sections 78 and following. R. S. 1925, c. 5, s. 8. Court.
- Priorité. 9. Les procédures faites sous l'empire de la présente loi ont préséance sur toutes autres causes ou procédures. 9. Proceedings under this act shall have precedence over all other causes or proceedings. Precedence.
- Pouvoirs du juge. Dans ces procédures, le juge, en terme ou en vacances, a les mêmes pouvoirs, juridiction et autorité qu'aurait la Cour supérieure siégeant en terme, sujet toutefois aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 5, a. 9. In all such proceedings, the judge, in term or in vacation, shall have the same powers, jurisdiction and authority as the Superior Court sitting in term, subject always to the provisions of this act. R. S. 1925, c. 5, s. 9. Powers of judge.
- Officiers du tribunal. 10. Les différents officiers de la Cour supérieure, en ce qui concerne une pétition en contestation d'élection, ont les mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que si cette pétition était une cause ordinaire de la juridiction de la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 5, a. 10. 10. The various officers of the Superior Court shall, with reference to an election petition, have the same powers and be subject to the same obligations, as if the petition were an ordinary suit within the jurisdiction of the Superior Court. R. S. 1925, c. 5, s. 10. Officers of court.
- Absence de juge résidant. 11. Quand une pétition est présentée dans un district où il n'y a pas de juge résidant, le juge auquel le district est assigné, sur avis du protonotaire lui faisant connaître le jour où sa présence est requise, doit être présent au palais de justice de ce district aussi souvent que sa présence est requise pour toute procédure se rapportant à cette pétition. S. R. 1925, c. 5, a. 11. 11. Whenever a petition is presented in a district in which there is no resident judge, the judge to whom the district is assigned shall, on notice from the prothonotary acquainting him with the day on which he should attend, be present in the court house in such district, as often as his presence is required for any proceeding relating to such election petition. R. S. 1925, c. 5, s. 11. No resident judge.
- Règles de pratique. 12. Les juges de la Cour supérieure, ou la majorité d'entre eux, peuvent édicter des règles ou ordres généraux, les modifier ou les remplacer par d'autres, pour l'exécution efficace de la présente loi suivant son esprit et son objet, pour la pratique à suivre dans les procédures se rattachant aux pétitions en contestation d'élection et pour le certificat et le rapport à faire sur ces pétitions. S. R. 1925, c. 5, a. 12. 12. The judges of the Superior Court, or a majority of them, may make, revoke, or alter general rules or orders for the proper carrying out of this act and of the intent and objects thereof, for the regulation of the practice and procedure with respect to election petitions, and for the certificate and report to be made thereon. R. S. 1925, c. 5, s. 12. Rules.

Effet des règles.

13. Toute règle ainsi édictée qui n'est pas incompatible avec la présente loi, est considérée comme faisant partie des pouvoirs conférés par les dispositions de la présente loi et a, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée, la même vigueur que ces dispositions. S. R. 1925, c. 5, a. 13.

13. Any rule so made, and not inconsistent with this act, shall be deemed to be within the powers conferred by this act, and shall, until revoked, have the same force as the provisions thereof. R. S. 1925, c. 5, s. 13.

Dépôt des règles à l'Assemblée législative.

14. Une copie des règles et de leurs modifications, faites en vertu de l'article 12, doit être soumise à l'Assemblée législative, dans les trois semaines après qu'elles ont été faites, si la Législature est en session, sinon dans les trois premières semaines de sa session alors prochaine.

14. A copy of every rule and of every modification made therein under section 12 shall be laid before the Legislative Assembly, within three weeks after the making thereof, if the Legislature be then sitting, and if the Legislature be not then sitting, within three weeks from the beginning of the next session thereof.

Cas non prévus.

Jusqu'à ce que des règles aient été faites conformément à la présente loi, et dans tous les cas non prévus par ces règles, lorsqu'elles ont été faites, les principes, pratiques et règles qui régissent les pétitions relatives aux élections de la Chambre des communes du Canada, en autant qu'elles sont compatibles avec la présente loi, doivent être observés. S. R. 1925, c. 5, a. 14; 22 Geo. V, c. 20, a. 1; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa. 1-2.

Until rules have been made in pursuance of this act, and in all cases unprovided for by such rules when made, the principles, practice and rules, on which election petitions touching the election of members of the House of Commons of Canada are dealt with, shall, so far as consistent with this act, be observed. R. S. 1925, c. 5, s. 14; 22 Geo. V, c. 20, s. 1; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1-2.

SECTION III

DE LA PROCÉDURE

§ 1.—*De la présentation de la pétition en contestation d'élection*

Requérants.

15. Une requête en contestation d'élection peut être présentée:

1° Par un ou plusieurs électeurs qui étaient habiles à voter à l'élection à laquelle la pétition se rapporte, et dont le nom était inscrit sur la liste des électeurs qui a servi à cette élection;

2° Par un ou plusieurs candidats à cette élection. S. R. 1925, c. 5, a. 15.

DIVISION III

PROCEDURE

§ 1.—*Presentation of an Election Petition*

15. An election petition may be presented:

1. By one or more electors, who were qualified to vote at the election to which the petition relates and whose names were entered on the electoral list which was used at such election; or

2. By one or more candidates at such election. R. S. 1925, c. 5, s. 15.

Forme de la pétition.

16. La pétition peut être dressée suivant une formule prescrite; mais s'il n'en est pas prescrit, ou à l'égard de ce qui n'est pas prescrit, il n'est pas nécessaire qu'elle soit dressée suivant une formule particulière.

16. The petition may be in any prescribed form; but, if or insofar as no form is prescribed, it need not be in any particular form.

Affidavit.

La pétition doit être accompagnée d'une déposition dressée selon la formule sui-

The petition must be accompanied by an affidavit drawn up as follows, and sworn

vante et attestée sous serment par le pétitionnaire, ou, s'il y en a plus d'un, par tous les pétitionnaires:

to by the petitioner, or, if there be more than one, then by all the petitioners:

Canada,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de } COUR
SUPÉRIEURE

Canada,
PROVINCE OF QUEBEC, }
District of } IN THE
SUPERIOR
COURT

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE
QUÉBEC

QUEBEC CONTROVERTED ELECTIONS ACT

.....
pétitionnaire,
contre
.....
défendeur.

.....
Petitioner,
vs
.....
Respondent.

Je, (*nom*), le pétitionnaire (*ou nous, noms, les pétitionnaires, selon le cas*) étant dûment assermenté, dépose et dis:

I (*name*), the petitioner (*or we, names, the petitioners, as the case may be*), being duly sworn, do depose and say:

Que j'avais (*ou nous avions*) dûment qualité pour voter à l'élection que concerne la pétition ci-dessus (*ou ci-annexée, selon le cas*) et que mon nom était (*ou que nos noms étaient, selon le cas*) inscrit sur la liste électorale pour qui a servi à cette élection;

That I was (*or we were*) duly qualified to vote at the election to which the foregoing (*or, annexed, as the case may be*) petition relates, and my name was (*or our names were, as the case may be*) entered on the electoral list for , which was used at such election;

Que, dans la poursuite de la présente pétition, je (*ou nous*) n'agis par collusion avec le défendeur (*le ou les nommant*) dans la présente cause, et que je (*ou nous*) ne poursuis pas la présente pétition en vue d'empêcher qu'une autre personne n'intente la présente pétition, ni en vue de retarder ou de faire échouer celle-ci, ou de procurer au défendeur (*ou aux défendeurs*) quelque avantage, mais que je (*ou nous*) poursuis la présente pétition de bonne foi, dans l'intérêt public, et dans le but de la faire décider au mérite, et avec toute la diligence possible.

That I (*or we*), in prosecuting the present petition, am (*or are*) not acting in collusion with the respondent (*or respondents naming him or them*) in the present matter, nor do I (*or we*) prosecute the present petition for the purpose of preventing such petition being taken by any other person, or for the purpose of delaying it or causing it to miscarry, or for the purpose of procuring to the respondent (*or respondents*) any advantage, but that I am (*or we are*) prosecuting the present petition in good faith, in the public interest, and for the purpose of having the same decided upon the merits thereof, as soon as possible.

A. B.

A. B.

Assermenté devant moi
à , ce jour }
de 19 . }

Sworn before me at
this , 19 . day of }

C. D.,

C. D.,

Commissaire de la Cour supérieure (*ou selon le cas*). S. R. 1925, c. 5, a. 16; 22 Geo. V, c. 20, a. 2; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa 1-2.

Commissioner of the Superior Court (*or, as the case may be*). R. S. 1925, c. 5, s. 16; 22 Geo. V, c. 20, s. 2; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1-2.

Alléga-
tions.

17. La pétition doit, dans tous les cas, contenir une plainte contre l'élection irrégulière ou le rapport irrégulier d'un dé-

17. The petition must, however, in all cases complain of the undue election or return of a member, or that no return has

Alléga-
tions.

puté, ou à raison de ce qu'aucun rapport n'a été fait, ou de ce qu'il a été fait un double rapport, ou de quelque matière contenue dans un rapport spécial, ou de quelque acte illégal commis par un candidat non élu par suite duquel il peut devenir inéligible, ou à raison de la conduite illégale d'un officier-rapporteur ou d'un sous-officier-rapporteur S. R. 1925, c. 5, a. 17.

been made, or that a double return has been made, or of matters contained in any special return made, or of some unlawful act by a candidate not returned, by reason whereof he may become ineligible, or of the unlawful conduct of any returning-officer or deputy returning-officer. R. S. 1925, c. 5, s. 17.

Signature.

18. La pétition doit être signée par le pétitionnaire, et, s'il y en a plus d'un, par tous les pétitionnaires. S. R. 1925, c. 5, a. 18.

18. The petition shall be signed by the petitioner, and, if there be more than one, then by all the petitioners. R. S. 1925, c. 5, s. 18.

Délai de présentation.

19. La pétition doit être présentée dans les trente jours qui suivent le jour de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de l'élection par le greffier de la couronne en chancellerie conformément à l'article 328 de la Loi électorale de Québec (chap. 5) et non plus tard. S. R. 1925, c. 5, a. 19; 22 Geo. V, c. 20, a. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa. 1-2.

19. The petition must be presented within thirty days after the day of publication, in the *Quebec Official Gazette*, of the notice of election by the Clerk of the Crown in Chancery, in accordance with section 328 of the Quebec Election Act (Chap. 5), and not later. R. S. 1925, c. 5, s. 19; 22 Geo. V, c. 20, s. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1-2.

Exception.

20. Néanmoins, si la pétition conteste la validité du rapport de l'élection sur une allégation spéciale de manœuvre frauduleuse au sens des articles 369 et 371 de la Loi électorale de Québec (chap. 5), commise depuis l'époque du rapport de l'élection, cette pétition peut être présentée dans les trente jours après la date de la commission de la manœuvre frauduleuse alléguée. S. R. 1925, c. 5, a. 20; 22 Geo. V, c. 20, a. 4; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa. 1-2.

20. Nevertheless, if the petition questions the validity of a return or election, upon a specific allegation of corrupt practice within the meaning of sections 369 and 371 of the Quebec Election Act (Chap. 5), committed since the time of the return of election, such petition may be presented within thirty days after the date of the commission of the corrupt practice alleged. R. S. 1925, c. 5, s. 20; 22 Geo. V, c. 20, s. 4; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1-2.

Production.

21. La présentation d'une pétition se fait en la délivrant au bureau du protonotaire pendant les heures de bureau. S. R. 1925, c. 5, a. 21.

21. A petition shall be presented by delivering it at the office of the protonotary during office hours. R. S. 1925, c. 5, s. 21.

Garantie des frais.

22. Lors de la présentation d'une pétition, le pétitionnaire doit donner un cautionnement pour le paiement des frais, charges et dépenses qui peuvent devenir dus par lui:

22. At the time of the presentation of the petition, the petitioner shall give security for the payment of all costs, charges and expenses that may become payable by him:

1° A toute personne assignée comme témoin en sa faveur;

1. to any person summoned as a witness on his behalf;

2° Au député dont l'élection ou le rapport d'élection est contesté;

2. to the member whose election or return is called in question;

3° A l'officier-rapporteur ou au sous-officier-rapporteur, s'il est porté plainte contre l'un d'eux;

3. to the returning-officer or deputy returning-officer, if the conduct of either be complained of;

4° Au candidat non élu, contre la conduite duquel il a été porté plainte. S. R. 1925, c. 5, a. 22.

4. to the candidate not elected, whose conduct is complained of. R. S. 1925, c. 5, s. 22.

Dépôt.

23. Le cautionnement est de mille dollars, et consiste dans le dépôt de cette somme entre les mains du protonotaire, qui le transmet au bureau du trésorier de la province, en la manière prescrite pour les dépôts judiciaires.

23. The security shall be one thousand dollars, and shall be given by a deposit of that sum with the prothonotary, who shall forward the same to the office of the Provincial Treasurer, in the manner prescribed for judicial deposits.

Monnaie.

Le dépôt est valide s'il est en or monnayé, ou en billets d'une banque légalement constituée, ou en bons ou obligations de la Puissance.

The deposit shall be valid if made in gold coin, or in notes of any chartered bank, or in Dominion bonds or debentures.

Récépissé.

Le protonotaire doit donner de ce dépôt un récépissé qui constitue une preuve de sa suffisance. S. R. 1925, c. 5, a. 23.

The prothonotary shall give a receipt for such deposit, which shall be evidence of the sufficiency thereof. R. S. 1925, c. 5, s. 23.

Cumul.

24. Plusieurs personnes peuvent être constituées défenderesses sur la même pétition, et leurs causes peuvent, pour plus de rapidité, être instruites en même temps.

24. Several persons may be made respondents to the same petition, and their cases may, for convenience, be tried at the same time.

Restriction.

Mais à l'égard du cautionnement exigé par les articles 22 et 23, et pour toutes les autres fins de la présente loi, cette pétition est censée être une pétition contre chaque défendeur. S. R. 1925, c. 5, a. 24.

But, as regards the security required by sections 22 and 23, and for all other purposes of this act, such petition shall be deemed to be a separate petition against each respondent. R. S. 1925, c. 5, s. 24.

Officiers d'élection.

25. Lorsqu'une pétition en contestation d'élection se plaint de la conduite d'un officier-rapporteur ou d'un sous-officier-rapporteur, ces officiers sont considérés comme défendeurs pour les fins de la présente loi, sauf en ce qui touche l'admission de défendeurs à leur place en vertu des articles 114 et 115. S. R. 1925, c. 5, a. 25.

25. Whenever an election petition complains of the conduct of any returning-officer or deputy returning-officer, such officer shall, for all the purposes of this act, except the admission of respondents in his place under sections 114 and 115, be deemed to be a respondent. R. S. 1925, c. 5, s. 25.

Vacance.

26. Une pétition en contestation d'élection peut être présentée, ou son instruction être continuée, nonobstant l'acceptation par le défendeur d'une charge lucrative sous la couronne ou l'abandon de son siège. S. R. 1925, c. 5, a. 26.

26. An election petition may be presented, or the trial thereof proceeded with, notwithstanding the acceptance by the respondent of an office of emolument under the Crown, or the resignation of his seat. R. S. 1925, c. 5, s. 26.

Prorogation, dissolution.

27. La procédure sur une pétition en contestation d'élection peut se continuer, nonobstant la prorogation de la Législature ou la dissolution de l'Assemblée législative. S. R. 1925, c. 5, a. 27.

27. The trial of an election petition may be proceeded with, notwithstanding the prorogation of the Legislature or the dissolution of the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 5, s. 27.

Désistement.

28. Si un ou plusieurs des pétitionnaires refusent ou négligent de continuer

28. If one or more petitioners refuse or neglect to continue the contestation, the

la contestation, les autres pétitionnaires peuvent continuer la procédure. S. R. 1925, c. 5, a. 28.

other petitioners may, nevertheless, continue the proceedings. R. S. 1925, c. 5, s. 28.

Registre spécial.

29. Le protonotaire tient un registre ou plumitif spécial des pétitions présentées en vertu de la présente loi, et de plus, il en fait une liste en les inscrivant dans l'ordre où elles ont été présentées.

29. The prothonotary shall keep a special register or *plumitif* of the petitions presented under this act, and shall further draw up a list thereof in the order in which they were presented.

Liste.

Cette liste est désignée sous le nom de "liste des élections contestées de Québec." S. R. 1925, c. 5, a. 29.

Such list shall be styled "List of Quebec Controverted Elections". R. S. 1925, c. 5, s. 29.

Publicité.

30. Le protonotaire garde, à son bureau, une copie de cette liste, ouverte à l'inspection de toute personne qui en fait la demande. S. R. 1925, c. 5, a. 30.

30. The prothonotary shall keep at his office a copy of such list, open to the inspection of any person making application therefor. R. S. 1925, c. 5, s. 30.

Plusieurs pétitions.

31. S'il est présenté plus d'une pétition au sujet de la même élection ou du même rapport, toutes ces pétitions sont réunies entre crochets dans la liste et sont traitées, autant que possible, comme s'il n'y en avait qu'une. S. R. 1925, c. 5, a. 31.

31. If more than one petition be presented, relating to the same election or return, all such petitions shall be bracketed together on the list, and shall be dealt with, as far as possible, as one petition. R. S. 1925, c. 5, s. 31.

§ 2.—De la signification de la pétition

§ 2.—Service of Petition

Signification.

32. Dans les cinq jours qui suivent le jour de la présentation de la pétition le pétitionnaire fait signifier à chacun des défendeurs une copie de la pétition, un avis de sa présentation et du cautionnement et une copie du récépissé du dépôt. S. R. 1925, c. 5, a. 32.

32. Within five days after the day of the presentation of the petition, the petitioner shall cause each respondent to be served with a copy of the petition, a notice of the presentation thereof and of the security, and a copy of the receipt for the deposit. R. S. 1925, c. 5, s. 32.

Délai.

33. Le délai de cinq jours pour faire cette signification peut être prolongé par le juge, pour des raisons qu'il juge valables. S. R. 1925, c. 5, a. 33.

33. The delay of five days for effecting such service may be extended by the judge, for any reason he may deem sufficient. R. S. 1925, c. 5, s. 33.

Mode spécial de signification.

34. Si le ou les défendeurs ne peuvent être assignés personnellement ou à leur domicile dans le temps accordé par le juge, la signification peut être faite à toute autre personne ou de toute autre manière que le juge, sur demande du pétitionnaire, peut ordonner. S. R. 1925, c. 5, a. 34.

34. If any respondent cannot be served personally, or at his domicile, within the time granted by the judge, the service may be effected upon such other person or in such other manner as the judge, on the application of the petitioner, may appoint. R. S. 1925, c. 5, s. 34.

Procédure.

35. Les significations requises par les articles 32, 33 et 34 sont faites, autant que possible, de la même manière que celle d'un bref d'assignation en matière civile. S. R. 1925, c. 5, a. 35.

35. The services required by sections 32, 33 and 34, shall be effected, as nearly as may be, in the manner in which a writ of summons is served in civil matters. R. S. 1925, c. 5, s. 35.

§ 3.—Des objections préliminaires

§ 3.—Preliminary Objections

- Délai de production.** **36.** Dans les cinq jours après la signification de la pétition le défendeur peut produire, par écrit, les objections préliminaires qu'il désire faire valoir contre le pétitionnaire, ou contre la pétition, ou contre la continuation de la procédure sur la pétition.
- Copie.** Le défendeur produit en même temps, pour le pétitionnaire, une copie de ces objections. S. R. 1925, c. 5, a. 36.
- Audition.** **37.** Le juge entend alors les parties et leurs témoins sur la valeur de ces objections et raisons, et en décide d'une manière sommaire.
- Appel.** Il y a appel à la Cour du banc du roi (siégeant en appel) de tout jugement renvoyant ou maintenant les objections préliminaires, sur inscription produite dans les cinq jours qui suivent le jugement.
- Procédure.** Après la production de l'inscription en appel, la procédure suivie est celle prescrite par le Code de procédure civile sur les appels des jugements interlocutoires.
- Priorité.** Les causes en appel en vertu du présent article ont préséance sur toutes les autres causes. S. R. 1925, c. 5, a. 37.

36. Within five days after the service of the petition the respondent may produce in writing any preliminary objections which he intends to urge against the petitioner, or against the petition, or against any further proceeding thereon.

The respondent shall, at the same time, fyle a copy of such objections for the petitioner. R. S. 1925, c. 5, s. 36.

37. The judge shall then hear the parties and their witnesses upon such objections, and shall decide the same in a summary manner.

There shall be an appeal to the Court of King's Bench (Appeal Side) from any judgment dismissing or maintaining preliminary objections, by inscription fyled within the five days next following the date of the judgment.

After the fyling of the inscription in appeal, the procedure to be followed shall be the same as that prescribed on appeals from interlocutory judgments by the Code of Civil Procedure.

Cases in appeal under this section shall have precedence over all other cases. R. S. 1925, c. 5, s. 37.

§ 4.—De la contestation au fond

§ 4.—Contestation on the Merits

- Réponse.** **38.** Le défendeur peut produire une réponse par écrit à la pétition, avec une copie pour le pétitionnaire, dans les cinq jours après la décision rendue sur les objections préliminaires, si elles ont été rejetées, ou à l'expiration du délai fixé pour présenter ces objections, s'il n'en a pas été produit.
- Délai.** Dans le cas d'appel à la Cour du banc du roi du jugement sur les objections préliminaires, le délai pour la production de la réponse commence à courir à compter du jour de la reddition du jugement sur l'appel. S. R. 1925, c. 5, a. 38.
- Contestation liée.** **39.** Que cette réponse soit ou ne soit pas produite, la contestation est liée sur la pétition à l'expiration des délais mentionnés dans l'article 38; le juge peut ensuite, en tout temps, sur demande de l'une ou de l'autre des parties, fixer un jour et un endroit convenables pour l'instruction de la pétition sur toute la contestation; mais si
- 38.** The respondent may fyle a written answer to the petition, together with a copy for the petitioner, within five days after the decision upon the preliminary objections, if the same be not allowed, or on the expiration of the time for presenting the same, if none be presented.
- Where there has been an appeal to the Court of King's Bench from a judgment of any preliminary objection, the delay to fyle an answer shall begin to run from the date on which the judgment on the appeal was rendered. R. S. 1925, c. 5, s. 38.
- 39.** Whether such answer be or be not fyled, issue shall be joined upon the petition after the expiration of the delays mentioned in section 38; the judge may, at any time thereafter, upon the application of either party, fix some convenient time and place for the trial of the petition, upon all the issues; but if particulars of any of the

Delay of production.

Copy.

Hearing.

Appeals.

Procedu-
re.

Priority.

Delay.

Issue
joined.

Time of
trial.

l'on a demandé des particularités au sujet d'une des allégations de la pétition, l'instruction ne peut commencer que cinq jours après la signification de copie de ces particularités au défendeur. S. R. 1925, c. 5, a. 39.

allegations of the petition have been asked for, the trial may not commence until five days after the service of a copy of such particulars on the respondent. R. S. 1925, c. 5, s. 39.

§ 5.—*De l'instruction*

§ 5.—*Trial*

Ordre. **40.** Les pétitions inscrites sur la liste des élections contestées sont, autant que possible, instruites dans l'ordre qu'elles occupent sur cette liste. S. R. 1925, c. 5, a. 40.

Order. **40.** Petitions inscribed on the list of controverted elections shall, as far as possible, be tried in the order in which they stand on such list. R. S. 1925, c. 5, s. 40.

Juge. **41.** Toute pétition en contestation d'élection est instruite devant un juge.

Judge. **41.** Every election petition shall be tried before a judge.

Pouvoirs. Au cours de l'instruction, le juge peut décider toute question soulevée sur l'admissibilité de la preuve offerte, ou recevoir cette preuve sous réserve. S. R. 1925, c. 5, a. 41.

Powers. The judge may, at such trial, decide any question raised as to the admissibility of the evidence offered, or admit such evidence under reserve. R. S. 1925, c. 5, s. 41.

Lieu de l'instruction. **42.** L'instruction d'une pétition en contestation d'élection se fait dans le district électoral pour lequel a eu lieu l'élection que l'on conteste ou dont on conteste le rapport.

Place of trial. **42.** The trial of an election petition shall take place in the electoral district for which the election or return thereto is in question.

Réserve. Si des circonstances spéciales rendent désirable que l'instruction ait lieu ailleurs que dans ce district électoral, le juge peut choisir, pour l'instruction, un autre endroit en dehors de ce district. S. R. 1925, c. 5, a. 42.

Proviso. But if, owing to special circumstances, it be desirable that the trial should be held elsewhere than in such electoral district, the judge may select some other place for the trial outside of such district. R. S. 1925, c. 5, s. 42.

Greffier spécial. **43.** Si l'instruction a lieu ailleurs qu'au chef-lieu du district judiciaire, le juge se nomme un greffier et lui fait prêter serment. Pour les fins de sa nomination, ce greffier a les mêmes pouvoirs et obligations que le protonotaire.

Special clerk. **43.** If the trial be held elsewhere than at the chief place of the judicial district, the judge may appoint a clerk and cause him to be sworn. For the purposes for which he is appointed, such clerk shall have the same powers and obligations as the prothonotary.

Honoraires. Les honoraires de ce greffier sont payables en deniers. S. R. 1925, c. 5, a. 43.

Fees. The fees of such clerk shall be payable in money. R. S. 1925, c. 5, s. 43.

Ajournements. **44.** Le juge peut, pendant l'instruction, ajourner les procédures de temps à autre et d'un endroit à un autre, suivant qu'il le juge plus opportun. S. R. 1925, c. 5, a. 44.

Adjournment. **44.** The judge may, during the trial, adjourn the proceedings from time to time, and from place to place, as he may deem most convenient. R. S. 1925, c. 5, s. 44.

Témoins. **45.** Les témoins sont assignés et assermentés, en autant que les circonstances le permettent, de la même manière que dans les causes ordinaires mues devant la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 5, a. 45.

Witnesses. **45.** Witnesses shall be summoned and sworn, as nearly as circumstances will admit, in the same manner as in ordinary cases before the Superior Court. R. S. 1925, c. 5, s. 45.

Assigna-
tion par
ordre du
juge.

46. Le juge a aussi le pouvoir, durant l'instruction d'une pétition en contestation d'élection, d'émettre de sa propre main un ordre pour forcer de comparaître, aux fins de rendre témoignage, toute personne qu'il croit pouvoir donner quelques renseignements sur l'élection contestée. S. R. 1925, c. 5, a. 46.

46. On the trial of an election petition, the judge may also, by an order under his hand, compel the attendance of any person as a witness whom he believes able to give any information respecting the election which is contested. R. S. 1925, c. 5, s. 46. Summons
by order
of judge.

Sténogra-
phe.

47. Le juge peut employer un sténographe pour prendre les dépositions données par les témoins à l'instruction de la pétition; et les frais encourus à ce sujet sont considérés comme faisant partie des frais de la cause.

47. The judge may employ a stenographer to take down the depositions of the witnesses at the trial of the petition; and the costs incurred thereby shall be costs in the case. Stenogra-
pher.

Serment.

Ce sténographe prête serment devant le juge et il certifie, sous le serment qu'il a prêté, la vérité et la fidélité de ses notes. S. R. 1925, c. 5, a. 47.

Such stenographer shall take oath before the judge; and shall certify, under the oath he has so taken, to the accuracy and correctness of his notes. R. S. 1925, c. 5, s. 47. Oath.

Obliga-
tion de
répondre.

48. Nulle personne n'est exemptée de répondre à une question qui lui est posée, sous l'empire de la présente loi, concernant une élection, ou la conduite de toute personne à cette élection, ou en rapport avec cette élection, parce que la réponse à cette question l'exposerait à une poursuite en vertu de la Loi électorale de Québec (chap. 5).

48. No person shall be excused from answering any question put to him, under this act, touching any election or the conduct of any person thereat or in relation thereto, on the ground that the reply to such question would render him liable to legal proceedings under the Quebec Election Act (Chap. 5). Obliga-
tion to
answer.

Immunité
des
témoins.

Mais nulle réponse faite par cette personne ne peut être alléguée contre elle dans telle poursuite, si le juge lui a donné un certificat constatant qu'elle a réclaté le droit d'être exemptée de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée, et qu'elle a fait, à sa satisfaction, des réponses entières et véridiques. S. R. 1925, c. 5, a. 48.

But no answer given by such person shall be used against him, in such proceeding, if the judge have given him a certificate that the claimed right to be excused from answering on the grounds aforesaid, and made full and true answers to the satisfaction of the judge. R. S. 1925, c. 5, s. 48. Protection
of wit-
nesses.

Taxe des
témoins.

49. Les dépenses raisonnables encourues par toute personne pour comparaître et rendre témoignage dans l'instruction d'une pétition en contestation d'élection, lui sont allouées par un certificat signé par le juge ou par le protonotaire, selon le tarif des frais et honoraires des témoins dans les causes mues devant la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 5, a. 49.

49. The reasonable expenses incurred by any person, in appearing to give evidence at the trial of an election petition, shall be allowed him by a certificate signed by the judge or prothonotary, according to the scale of fees and expenses allowed witnesses in the Superior Court. S. R. 1925, c. 5, s. 49. Witnesses
expenses.

Preuve de
manœuvres
frauduleuses.

50. A moins que le juge n'en ordonne autrement, l'instruction de l'accusation de manœuvres frauduleuses peut être commencée, et la preuve à cet égard être reçue, avant qu'une preuve de la participation

50. Unless the judge otherwise directs, any change of corrupt practices may be gone into and evidence in relation thereto received, before any proof has been given of participation on the part of any candi- Proof of
corrupt
practice.

d'un candidat ou de ses agents dans ces manœuvres ait été faite. S. R. 1925, c. 5, a. 50.

date or his agents, in respect of such corrupt practices. R. S. 1925, c. 5, s. 50.

Preuve contre un autre candidat. **51.** Lors de l'instruction d'une pétition en contestation d'élection, le défendeur peut être admis à prouver que tout autre candidat s'est rendu coupable d'une manœuvre frauduleuse, de la même manière et avec le même effet que s'il eût lui-même présenté une pétition se plaignant de cette élection ou de la conduite de ce candidat.

51. On the trial of an election petition, the respondent may give evidence to show that any other candidate has been guilty of corrupt practice, in the same manner and with the same effect as if he had himself presented a petition complaining of such election or of the conduct of such candidate.

Avis. Avant de faire cette preuve, le défendeur doit en donner avis à ce candidat, s'il n'est pas déjà en cause, et celui-ci peut transquestionner les témoins à charge et en faire entendre à décharge. S. R. 1925, c. 5, a. 51.

Before entering into such proof, the respondent shall give notice thereof to such candidate, if he be not already a party in the case, and the latter may cross-examine the witnesses against him and produce others in his own behalf. R. S. 1925, c. 5, s. 51.

Règles de la preuve. **52.** Les règles de la preuve sont celles du droit anglais, et l'article 332 du Code de procédure civile est applicable.

52. The rules of evidence shall be those of the law of England, and article 332 of the Code of Civil Procedure shall apply.

Preuve verbale. Il n'est pas nécessaire de produire le bref d'élection, ni la proclamation, ni la commission de l'officier-rapporteur, mais la preuve verbale de ces faits constitue une preuve suffisante que l'élection a eu lieu.

It shall not be necessary to produce the writ of election or the proclamation or commission of the returning-officer, but parol evidence of such facts shall constitute sufficient proof that the election has been held.

Documents authentiques. Les archives, registres, journaux et documents des divers départements de la Législature, et tous ceux d'un caractère public dont la loi requiert la tenue, ainsi que les copies et extraits officiels de ces papiers ou écrits, font preuve par eux-mêmes de leur contenu. S. R. 1925, c. 5, a. 52.

The archives, registers, journals and documents of the various departments of the Legislature and all those of a public nature, the keeping of which is required by law, as also official copies of and extracts from such papers or documents, shall be *prima facie* proof of the contents thereof. R. S. 1925, c. 5, s. 52.

Suspension des procédures. **53.** Toute procédure relative à l'instruction d'une pétition en contestation d'élection est, sur simple demande du membre siégeant, suspendue durant les sessions de la Législature et durant les huit jours qui précèdent et les huit jours qui suivent ces sessions. S. R. 1925, c. 5, a. 53; 22 Geo. V, c. 20, a. 6; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa. 1-2.

53. All proceedings respecting the trial of an election petition shall, on the mere application of the sitting member, be suspended during the sessions of the Legislature, and during the eight days which precede and the eight days which follow such sessions. R. S. 1925, c. 5, s. 53; 22 Geo. V, c. 20, s. 6; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1-2.

§ 6.—*De l'interrogatoire spécial des parties et d'autres personnes*

§ 6.—*Special Examination of the Parties and other Persons*

Examen préalable. **54.** Toute partie pétitionnaire ou défenderesse peut être interrogée avant ou pendant l'instruction, mais après la contestation liée, en la manière ci-après prescrite,

54. Any party, whether petitioner or respondent, may, before or pending the trial, but after issue joined, be examined, in the manner hereinafter prescribed, by

par une partie adverse, au sujet de toute matière ou question soulevée par la pétition.

Examen explicatif.

La partie interrogée peut aussi être examinée dans son propre intérêt au sujet de toute matière sur laquelle elle a été interrogée en premier lieu. S. R. 1925, c. 5, a. 54.

an adverse party touching any matter or question raised by such petition.

The party thus examined may be further examined on his own behalf, touching any matter upon which he has been interrogated in the first instance. R. S. 1925, c. 5, s. 54.

Re-examination.

Examen explicatif.

55. Lorsqu'un de plusieurs pétitionnaires ou défendeurs a été examiné, tout autre pétitionnaire ou défendeur ayant un intérêt commun avec lui, peut être interrogé dans son propre intérêt ou dans celui des parties avec lesquelles il a communauté d'intérêts, aussi amplement que la partie interrogée en premier lieu.

55. When one of several petitioners or respondents has been examined, any other petitioner or respondent united in interest with him may be interrogated in his own behalf or on behalf of those united with him in interest, to the same extent as the party examined in the first instance.

Explanatory examination.

Temps.

Cet examen explicatif se fait immédiatement après les interrogatoires mentionnés dans l'article 54 et non plus tard, sauf sur permission d'un juge. S. R. 1925, c. 5, a. 55.

Such explanatory examination shall be proceeded with immediately after the interrogatories specified in section 54 and no later, except by leave of a judge. R. S. 1925, c. 5, s. 55.

Leave.

Candidat.

56. Si, par une pétition en contestation d'élection, le siège est réclamé pour un candidat qui n'est pas partie à la pétition, ce candidat peut être interrogé comme s'il était pétitionnaire. S. R. 1925, c. 5, a. 56.

56. If, by an election petition, the seat be claimed for a candidate who is not a party to the petition, such candidate may be examined as if he were a petitioner. R. S. 1925, c. 5, s. 56.

Candidate not a party.

Instructeur.

57. Au cas d'un examen préliminaire, l'interrogatoire ou l'examen est fait par le juge ou par un avocat nommé par le juge comme instructeur spécial.

57. In the case of a preliminary examination, the examination shall be held by the judge or by an advocate named by the judge as special examiner.

Examination.

Avis.

Tout interrogatoire ou examen a lieu en présence des parties ou de leurs avocats, agents ou procureurs, après qu'ils ont été dûment appelés. S. R. 1925, c. 5, a. 57.

Every examination shall take place in the presence of the parties, their counsel, agents or attorneys, or after they have been duly called. R. S. 1925, c. 5, s. 57.

Summons.

Interrogatoire.

58. La personne ainsi interrogée peut être transquestionnée et réexaminée.

58. The party so examined shall be subject to cross-examination and re-examination.

Questioning.

Ces interrogatoires, transquestions et réexamens sont conduits, autant que possible, en la manière suivie dans les causes à la Cour supérieure, sauf cependant les dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 5, a. 58.

Such examination, cross-examination and re-examination shall be conducted, as nearly as may be, in the same way as in the Superior Court, subject however to the provisions of this act. R. S. 1925, c. 5, s. 58.

Assignation.

59. Toute partie ou autre personne peut être citée à comparaître pour être interrogée devant l'instructeur, par assignation lui ordonnant de venir témoigner ou d'apporter et de produire à l'instructeur les écrits, documents ou autres objets désignés dans la citation, de la même manière

59. Every party or other person may be summoned to appear for examination before the examiner by writ or *subpoena* ordering him to appear and give evidence, or to bring with him and produce before the special examiner all papers, documents or other things mentioned in the

Subpoenas.

qu'elle pourrait l'être lors de l'instruction de la pétition, et elle est tenue de comparaître et de satisfaire à la citation, et a droit d'être taxée pour sa comparution et ses dépenses, comme si elle eût été citée à comparaître lors de l'instruction. S. R. 1925, c. 5, a. 59.

subpœna, in the same way as at the trial of the petition, and shall be bound to appear and obey such summons, and shall be entitled to be taxed for his appearance and his expenses, as if he had been summoned to appear at the trial. R. S. 1925, c. 5, s. 59.

Prison-
niers.

60. Tout shérif, geôlier ou autre officier ayant un prisonnier sous sa garde, doit, s'il en est requis par un juge, conduire ce prisonnier devant l'instructeur pour être examiné. S. R. 1925, c. 5, a. 60.

60. Every sheriff, gaoler, or other officer having the custody of any prisoner, shall, if ordered by any judge, bring such prisoner before the examiner to be examined. R. S. 1925, c. 5, s. 60. Prisoner.

Avis.

61. Il est donné aux parties en cause, ou à leurs procureurs, agents ou avocats, un avis de quarante-huit heures de ces examens ou transquestions. S. R. 1925, c. 5, a. 61.

61. Forty-eight hours' notice of any such examination or cross-examination shall be given to the parties to the suit, or to their attorneys, agents or counsel. R. S. 1925, c. 5, s. 61. Notice.

Refus de
comparai-
tre ou de
répondre.

62. Toute personne, citée pour être interrogée ou transquestionnée, qui refuse ou néglige de comparaître au temps et au lieu fixés, ou qui refuse de prêter serment ou de répondre à quelque question légitime posée par l'instructeur, ou par l'une des parties ayant le droit de le faire, ou par son avocat, agent ou procureur, peut être punie par le juge comme pour mépris de cour, sauf l'application de l'article 48. S. R. 1925, c. 5, a. 62.

62. Any person, summoned for examination or cross-examination, and refusing or neglecting to attend at the time and place appointed, or refusing to be sworn or to answer any lawful question put to him by the examiner, or by any party entitled so to do, or by the counsel, agent or attorney of such party, may be punished by the judge, as for contempt of court, subject to the application of section 48. R. S. 1925, c. 5, s. 62. Refusal to appear or answer.

Objec-
tions du
témoin.

63. Si un témoin s'oppose à une question qui lui est posée, la question ainsi que l'objection sont mises par écrit par l'instructeur et par lui transmises au bureau du protonotaire pour y être déposées.

63. If any witness object to any question which may be put to him, the question, as well as the objection, shall be taken down in writing by the examiner, and sent by him to the office of the prothonotary to be there filed. Objections of witness.

Décision.

Le juge décide de la validité de l'objection, et les frais occasionnés par cette objection sont à sa discrétion. S. R. 1925, c. 5, a. 63.

The judge shall decide on the validity of such objection, and the costs occasioned by such objection shall be in his discretion. R. S. 1925, c. 5, s. 63. Decision.

Prise des
déposi-
tions.

64. Les dépositions rendues à l'interrogatoire sont prises par écrit par l'instructeur, non pas généralement par interrogatoires et réponses, mais sous forme de narration.

64. The depositions taken upon such examination shall be taken down in writing by the examiner, not ordinarily by questions and answer, but as a narrative. Taking down of depositions.

Lecture et
signature.

Lorsqu'elles sont terminées, elles sont lues au témoin et par lui signées en présence des parties ou de celles des parties qui assistent en ce moment à l'interrogatoire. S. R. 1925, c. 5, a. 64.

When they are completed, they shall be read over to the witness, and signed by him in the presence of the parties, or of such of them as may attend. R. S. 1925, c. 5, s. 64. Signature.

Refus de
signer.

65. Si le témoin refuse ou est incapable de signer, il en est fait mention à la fin de

65. If the witness refuse or be unable to sign, mention thereof shall be made at sign. Refusal to sign.

sa déposition et l'instructeur doit la signer. S. R. 1925, c. 5, a. 65.

the end of his deposition, and the examiner shall sign the same. R. S. 1925, c. 5, s. 65.

Faits spéciaux.

66. L'instructeur peut, sur chaque examen, faire rapport de tout fait spécial qu'il croit opportun de faire connaître au juge. S. R. 1925, c. 5, a. 66.

66. The examiner may, on each examination, report any special fact which he may deem advisable to bring to the knowledge of the judge. R. S. 1925, c. 5, s. 66. Special facts.

Questions spéciales.

67. L'instructeur peut, à sa discrétion, mettre par écrit toute question ou réponse particulière, lorsqu'il a une raison spéciale de le faire. S. R. 1925, c. 5, a. 67.

67. The examiner may, in his discretion, put down in writing any particular question or answer, if there be any special reason for so doing. R. S. 1925, c. 5, s. 67. Special questions.

Objections.

68. S'il est objecté à une question par l'une des parties, l'instructeur note l'objection sur la déposition, sans toutefois la décider. S. R. 1925, c. 5, a. 68.

68. If any question be objected to by any of the parties, the examiner shall, without deciding, note the objection on the deposition. R. S. 1925, c. 5, s. 68. Objections.

Transmission des dépositions.

69. L'interrogatoire étant terminé, l'instructeur authentique de sa signature les dépositions qu'il a reçues et les transmet au protonotaire, qui les verse au dossier de la cause.

69. Upon the conclusion of the examination, the examiner shall, by his signature, authenticate the depositions taken, and transmit them to the prothonotary, who shall file them in the record of the case. Transmission of depositions.

Copies.

Toute partie à la pétition peut obtenir copie de ces dépositions, sur paiement de la somme requise. S. R. 1925, c. 5, a. 69.

Any party to the petition may obtain copies of such depositions upon payment of the sum prescribed. R. S. 1925, c. 5, s. 69. Copies.

Usage des dépositions.

70. Au début de l'instruction, toute partie à une pétition peut déclarer par écrit qu'elle entend se servir des dépositions reçues par l'instructeur. S. R. 1925, c. 5, a. 70.

70. Any party to a petition may declare in writing, at the commencement of the trial of the petition, his intention to use depositions taken by the examiner. R. S. 1925, c. 5, s. 70. Use of depositions.

§ 7.—De la réquisition de documents

§ 7.—Production of Documents

Ordonnance.

71. Toute partie pétitionnaire ou défenderesse peut, avant ou pendant l'instruction, mais après la contestation liée, obtenir d'un juge une ordonnance enjoignant à une partie adverse de produire sous serment, au bureau du protonotaire, dans un délai de dix jours après la signification de l'ordonnance, tous les documents dont elle peut être dépositaire ou qu'elle peut avoir en son pouvoir, concernant les matières en litige, sauf les exceptions légitimes. S. R. 1925, c. 5, a. 71.

71. Any party, whether petitioner or respondent, may, before or pending the trial thereof, but after issue joined, obtain from a judge a rule requiring the adverse party to produce, within ten days after the service of the rule, under oath, at the office of the prothonotary, all documents in his custody or power relating to the matters in question, saving all lawful exceptions. R. S. 1925, c. 5, s. 71. Order.

Ordre de plein droit.

72. L'ordonnance mentionnée dans l'article 71 est de la nature des ordres rendus de plein droit. S. R. 1925, c. 5, a. 72.

72. The rule referred to in section 71 shall be a rule in the nature of a rule of course. R. S. 1925, c. 5, s. 72. Rule of course.

Signification.

73. Il n'est pas nécessaire que cette ordonnance soit signifiée à la partie person-

73. This rule need not be served on the party personally, but service on his Service.

nellement; la signification faite à l'avocat, à l'agent ou au procureur de la partie, est suffisante. S. R. 1925, c. 5, a. 73.

counsel, agent or attorney shall be sufficient. R. S. 1925, c. 5, s. 73.

Affidavit. 74. L'affidavit qui doit être prêté par la partie produisant les documents, peut être suivant la formule 1 ou en termes équivalents, suivant que les faits l'exigent. S. R. 1925, c. 5, a. 74.

Affidavit. 74. The affidavit to be made by the party producing the documents may be as in form 1 or in equivalent terms, as required by the facts. R. S. 1925, c. 5, s. 74.

Refus d'obéir. 75. Toute partie qui refuse ou néglige d'obéir à une ordonnance de production de documents, peut être punie comme pour mépris de cour. S. R. 1925, c. 5, a. 75.

Refusal to obey. 75. Any party neglecting or refusing to obey a rule for the production of documents may be punished as for contempt of court. R. S. 1925, c. 5, s. 75.

Examen des documents. 76. Lorsque les documents demandés ont été déposés au bureau du protonotaire, la partie qui en a requis la production, ou son avocat, agent ou procureur, peut les examiner et en obtenir des copies certifiées. S. R. 1925, c. 5, a. 76.

Inspection of documents. 76. When the documents applied for have been filed at the office of the prothonotary, the party applying for such production, or his counsel, agent or attorney, may inspect the same and obtain certified copies thereof. R. S. 1925, c. 5, s. 76.

Exceptions. 77. Si la partie à qui on demande ces documents désire se prévaloir de quelque exception légitime, elle doit, en les produisant, donner des raisons suffisantes, qu'elle appuie de son affidavit, pour établir qu'elle ne doit pas être tenue de les produire. S. R. 1925, c. 5, a. 77.

Exception. 77. If the party from whom such documents are demanded wishes to avail himself of any lawful exception, he must, when producing the documents, assign sufficient reasons, supported by his affidavit, to show that he should not be held to produce them. R. S. 1925, c. 5, s. 77.

§ 8.—De l'inscription et du jugement

§ 8.—Inscription and Judgment

Inscription pour audition. 78. Lorsque l'instruction est terminée, il est loisible à toute partie en cause de produire immédiatement, au bureau du protonotaire, une inscription pour audition devant trois juges de la Cour supérieure.

Inscription for hearing. 78. Any party to an election petition may, on the conclusion of the trial, forthwith file, at the office of the prothonotary, an inscription for hearing before three judges of the Superior Court.

Paiement. Cette inscription est accompagnée, si la pétition a été présentée ailleurs qu'à Québec ou à Montréal, du paiement au protonotaire d'une somme de dix dollars pour préparer et transmettre le dossier. S. R. 1925, c. 5, a. 78.

Payment. Such inscription shall be accompanied, if the petition have been presented elsewhere than at Quebec or Montreal, by the payment to the prothonotary of ten dollars for making up and sending the record. R. S. 1925, c. 5, s. 78.

Avis. 79. Avis de l'inscription doit être donné à chaque partie adverse. S. R. 1925, c. 5, a. 79.

Notice. 79. Notice of the inscription shall be given to each adverse party. R. S. 1925, c. 5, s. 79.

Tribunal. 80. Le tribunal composé de trois juges de la Cour supérieure, pour les fins de l'audition, doit comprendre, s'il est possible, le juge qui a présidé à l'instruction. S. R. 1925, c. 5, a. 80.

Court. 80. The court, consisting of three judges of the Superior Court, for the purposes of the hearing, shall, when possible, include the judge who presided at the trial. R. S. 1925, c. 5, s. 80.

Audition
à Québec.

81. L'audition des contestations instruites en vertu de la présente loi dans les districts judiciaires de Québec, les Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Roberval, Nicolet, Gaspé, Bonaventure, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska et Abitibi, a lieu dans la cité de Québec.

Audition
à Mont-
réal.

Celle des contestations instruites dans les districts judiciaires de Montréal, Hull, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Richelieu, Saint-François, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois, a lieu dans la cité de Montréal. S. R. 1925, c. 5, a. 81; 3 Geo. VI, c. 9, a. 2.

Trans-
mission du
dossier.

82. Si l'instruction a eu lieu dans un district autre que ceux de Québec et de Montréal, le dossier, avec copie des ordonnances rendues dans la cause, est transmis, recommandé, par la malle, au protonotaire de la Cour supérieure à Québec ou Montréal, selon le cas. Le protonotaire en fait l'entrée dans un registre ou plumitif spécial.

Dépôt.

Le dossier et les ordonnances ainsi transmis restent dans les archives du bureau du protonotaire qui les a reçus. S. R. 1925, c. 5, a. 82.

Procédu-
re.

83. Toute la procédure est conduite comme dans une cause ordinaire. S. R. 1925, c. 5, a. 83.

Jours
d'audien-
ce.

84. La cour peut fixer, pour l'audition des pétitions en contestation d'élection, autant de jours additionnels qu'elle juge à propos. S. R. 1925, c. 5, a. 84.

Juge-
ment.

85. La cour décide:

1° Si le député dont l'élection ou le rapport est contesté, a été dûment élu ou déclaré élu; ou

2° Si une autre personne a été élue, et quelle est cette personne; ou

3° Si l'élection est nulle; et

4° Toutes autres questions surgissant de la pétition ou exigeant la décision du tribunal. S. R. 1925, c. 5, a. 85.

Trans-
mission du
jugement.

86. Une copie certifiée de ce jugement, dès qu'il a force de chose jugée, est transmise sans retard à l'orateur, et une autre

81. The hearing of cases instituted in virtue of this act, in the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Roberval, Nicolet, Gaspé, Bonaventure, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska and Abitibi, shall be held in the city of Quebec.

Hearing
at Que-
bec.

That of cases instituted in the judicial districts of Montreal, Hull, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Richelieu, Saint Francis, Bedford, Saint Hyacinthe, Iberville and Beauharnois, shall be held in the city of Montreal. R. S. 1925, c. 5, s. 81; 3 Geo. VI, c. 9, s. 2.

At Mon-
tréal.

82. If the trial has been held in any district other than Quebec or Montreal, the record, with a copy of all rules issued in the case, shall be sent, by registered mail, to the prothonotary of the Superior Court at Quebec or Montreal, as the case may be. The prothonotary shall enter them in a special *plumitif* or register.

Trans-
mission
of record.

The record and the rules so sent shall remain of record in the office of the prothonotary receiving the same. R. S. 1925, c. 5, s. 82.

Deposit.

83. All the proceedings shall be conducted as in an ordinary case. R. S. 1925, c. 5, s. 83.

Proce-
dure.

84. The court may appoint, for the hearing of election petitions, as many additional days as it shall deem advisable. R. S. 1925, c. 5, s. 84.

Days for
hearing.

85. The court shall determine,—

Judg-
ment.

1. Whether the member, whose election or return is complained of, has been duly elected, or declared elected; or

2. Whether any other person has been duly elected, and, if so, who such person is; or

3. Whether the election was void; and

4. All other matters arising out of the petition or requiring its determination. R. S. 1925, c. 5, s. 85.

86. One certified copy of such judgment, as soon as it shall have become final and non-appealable, shall be sent

Trans-
mission of
the judg-
ment.

au protonotaire du district où la pétition a été présentée. S. R. 1925, c. 5, a. 86.

without delay to the Speaker, and another to the prothonotary of the district in which the petition was presented. R. S. 1925, c. 5, s. 86.

Rapport
à l'ora-
teur.

87. Lorsqu'il est allégué dans une pétition en contestation d'élection, que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée à l'élection, le tribunal transmet à l'orateur, en même temps que sa décision, un rapport écrit, constatant:

1° S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses;

2° Les noms de toutes les personnes contre lesquelles on a prouvé, à l'instruction de la pétition, la commission de quelque manœuvre frauduleuse;

3° Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition. S. R. 1925, c. 5, a. 87.

87. When any charge is made in an election petition of any corrupt practice having been committed at the election, the court shall send to the Speaker, together with its judgment, a report in writing, stating,—

1. Whether any corrupt practice has or has not been proved to have been committed by or with the knowledge and consent of any candidate at such election, stating the name of such candidate, and the nature of such corrupt practice;

2. The name of every person against whom, at the trial of the petition, the commission of any corrupt practice has been proved;

3. Whether corrupt practices have, or whether there is reason to believe that corrupt practices have, extensively prevailed at the election to which the petition relates. R. S. 1925, c. 5, s. 87.

Rapport
spécial.

88. Le tribunal transmet aussi à l'orateur un rapport spécial sur toutes les questions qui ont pu surgir dans la procédure sur la pétition, et qui, dans son opinion, doivent être soumises à l'Assemblée législative. S. R. 1925, c. 5, a. 88.

88. The court shall also send to the Speaker a special report as to all questions arising in the course of the trial of the petition, and which, in the opinion of the court, ought to be submitted to the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 5, s. 88.

Cas
spécial.

89. A la demande de toutes les parties, et s'il apparaît au juge que la question soulevée par la pétition peut être convenablement considérée comme cas spécial, le juge peut ordonner qu'elle soit ainsi traitée.

89. Upon the application of all the parties, and if it appear to the judge that the question raised by the petition can be conveniently stated as a special case, he may direct the same to be so stated.

Débats.

Ce cas spécial est inscrit et débattu devant trois juges de la Cour supérieure, qui rendent tel jugement que requiert la justice.

Such special case shall be inscribed and heard before three judges of the Superior Court, who shall render judgment thereon.

Décision.

Si la décision est finale, une copie certifiée du jugement sur ce cas spécial est transmise à l'orateur; mais si la décision n'est pas finale, le dossier est remis pour qu'il soit procédé ultérieurement sur la pétition. S. R. 1925, c. 5, a. 89.

If the decision be final, a certified copy of the judgment on such special case shall be transmitted to the Speaker; but, if the decision be not final, the record shall be remitted for further proceedings to be had on the petition. R. S. 1925, c. 5, s. 89.

§ 9.—*De l'appel*§ 9.—*Appeals*Droit
d'appel.

90. Il y a appel à la Cour du banc du roi siégeant en appel de tout jugement final de la Cour supérieure sur une pétition en contestation d'élection.

90. An appeal to the Court of King's Bench (Appeal Side) may be taken from the final judgment of the Superior Court upon an election petition.

Juridic-
tion.

L'appel est interjeté à la Cour du banc du roi siégeant en appel à Montréal, s'il a été rendu dans un district d'où les causes sont, en vertu du Code de procédure civile, portées en appel à Montréal, et à la Cour du banc du roi siégeant en appel à Québec, s'il a été rendu dans un district d'où les causes sont, en vertu dudit code, portées en appel à Québec. S. R. 1925, c. 5, a. 90.

The appeal shall be to the Court of King's Bench sitting in appeal at Montreal, if it was rendered in a district whence, in virtue of the Code of Civil Procedure, cases are taken in appeal to Montreal, and to the Court of King's Bench sitting in appeal at Quebec, if it was rendered in a district whence, in virtue of the said Code, cases are taken in appeal to Quebec. R. S. 1925, c. 5, s. 90.

Inscrip-
tion.

91. Cet appel est porté, d'une manière sommaire, au moyen d'une inscription en appel, signée par l'appelant lui-même ou par son procureur, et produite, dans les quinze jours du jugement, au bureau du protonotaire du district où jugement a été rendu, avec dépôt de la somme de deux cents dollars comme garantie des frais, et d'une autre somme de vingt dollars pour la préparation et l'envoi du dossier.

91. Such appeal shall be taken, in a summary manner, by means of an inscription in appeal, signed by the appellant in person or by his attorney, filed in the office of the prothonotary of the district in which the judgment was rendered, within fifteen days after the rendering thereof, together with a deposit of two hundred dollars as security for costs and a further sum of twenty dollars for making up and sending the record.

Dépôt.

Deposit.

Trans-
mission
du dos-
sier.

Dès que cette inscription et ce dépôt ont été faits, le protonotaire qui les a reçus doit transmettre le dossier à la Cour du banc du roi, en la manière ordinaire prévue par le Code de procédure civile.

So soon as the said inscription and deposit have been made, the prothonotary who received the same shall transmit the record to the Court of King's Bench in the usual manner prescribed by the Code of Civil Procedure.

Trans-
mission of
record.

Avis.

Dans les quinze jours qui suivent le prononcé du jugement, l'appelant doit signifier un avis de l'inscription en appel aux parties dans la cause affectées par cet appel, et le produire au bureau du greffier des appels.

Within the said fifteen days, the appellant shall serve a notice of the inscription in appeal upon the parties to the case affected by the said appeal, and file the same in the office of the Clerk of Appeals.

Notice.

Preuve
imprimée.

Si la preuve a été imprimée pour les fins de la cause en cour inférieure, cette preuve imprimée suffit pour les fins de la cause en appel, pourvu qu'il en soit produit au moins dix copies.

If the evidence was printed for the purposes of the case in the court below, such printed evidence shall suffice for the appeal, provided ten copies at least are produced.

Printed
evidence.Composi-
tion du
dossier.

Si la preuve n'a pas été imprimée pour les fins de la cause en cour inférieure, les parties ne sont tenues de faire imprimer que les témoignages se rapportant à l'incident du litige au sujet duquel l'appel est porté, et, à cette fin, elles doivent, dans les dix jours après l'inscription en appel, s'adresser, après avis, à un des juges de la Cour du banc du roi, en chambre, pour le

If the evidence was not printed for the purposes of the case in the court below, the parties shall be obliged to print only so much of the evidence as refers to that issue of the case respecting which the appeal is brought, and for that purpose they shall, ten days after the inscription in appeal, apply, after notice, to one of the judges of the Court of King's Bench in chambers,

Contents
of record.

- choix des témoignages qui doivent être imprimés. for the selection of the evidence that is to be printed.
- Factums.** Des factums imprimés doivent être produits par les parties, comme dans les appels ordinaires à la Cour du banc du roi, dans les quinze jours qui suivent la production de l'inscription. S. R. 1925, c. 5, a. 91. Printed factums shall be produced by the parties as in ordinary appeals to the Court of King's Bench, within fifteen days after the fying of the inscription. R. S. 1925, c. 5, s. 91.
- Priorité.** **92.** Les causes en appel en vertu du présent paragraphe ont préséance sur toutes les autres causes. S. R. 1925, c. 5, a. 92. **92.** Appeals under this subdivision shall have precedence over all other cases. R. S. 1925, c. 5, s. 92.
- Articles applicables.** **93.** Les articles 86 à 89 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux jugements rendus par la Cour du banc du roi. S. R. 1925, c. 5, a. 93. **93.** Sections 86 to 89 shall apply, *mutatis mutandis*, to judgments rendered by the Court of King's Bench. R. S. 1925, c. 15, s. 93.
- § 10.—*Du désistement et de l'annulation de la pétition et de l'abandon du procès par le défendeur* § 10.—*Withdrawal and Abatement of the Petition and Discontinuance of Proceedings by the Respondent*
- Désistement.** **94.** Nulle pétition en contestation d'élection ne peut être discontinuée sans une autorisation donnée, sur demande à cet effet, par le juge ou le tribunal alors saisi de la cause. S. R. 1925, c. 5, a. 94. **94.** No election petition may be discontinued without the leave of the judge or court before whom it is pending, granted upon application made for that purpose. R. S. 1925, c. 5, s. 94.
- Avis.** **95.** Avant de demander cette autorisation, le pétitionnaire doit faire publier, dans le district électoral dont l'élection ou le rapport est contesté, un avis de son intention de discontinuer sa pétition, et ce, en la manière, dans les délais et au lieu prescrits par les règles. **95.** Before making such application for leave, the petitioner must publish, in the electoral district for which the election or return is in question, in the manner, within the delays, and at the place prescribed by the rules, notice of his intention to discontinue his petition.
- Publication.** Cet avis est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 5, a. 95. The notice shall also be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 5, s. 95.
- Affidavit.** **96.** La demande de discontinuer une pétition en contestation d'élection ou une procédure essentielle dont l'abandon aurait pour effet de faire tomber la pétition, doit être accompagnée d'une déclaration, attestée sous serment, dans les termes suivants: **96.** The application for leave to discontinue an election petition or any essential proceeding therein, which, being abandoned, would cause the petition to fail, must be accompanied by an affidavit in the following terms:
- "Je, (*désignation du ou des pétitionnaires*), étant dûment assermenté, dépose et dis: "I, (*description of the petitioner or of one of the petitioners*), being duly sworn, depose and say:
- "Qu'en discontinuant la pétition d'élection (*ou la procédure, suivant le cas—décrire la pétition par les noms des parties, le numéro et la date*), je n'agis pas collusionement avec le défendeur ni avec une personne pour lui ou dans son intérêt; ni par "That, in discontinuing the election petition (*or the proceeding, as the case may be—describe the petition by the names of the parties, the number and date*) I do not act in collusion with the respondent, or with any other person for him or in his interest; nor

suite d'une entente ou d'une convention expresse ou tacite avec le défendeur ou avec une personne le représentant ou agissant pour lui ou dans son intérêt; ni par suite d'une promesse, d'une convention expresse ou tacite en vertu de laquelle j'ai reçu, je recevrai ou puis recevoir quelque don, somme d'argent, récompense, profit ou avantage quelconque; ni par suite d'une convention ou d'une entente expresse ou tacite, en vertu de laquelle une pétition en contestation d'élection pendante ou à être prise ou une procédure judiciaire quelconque pendante ou à être prise, serait discontinuée, abandonnée ou suspendue;

"Que la seule raison pour laquelle je discontinue ladite pétition (*ou* procédure) est que, après avoir fait personnellement toute la diligence en mon pouvoir, je n'ai pu trouver et me procurer la preuve des faits y allégués, et que les recherches et démarches que j'ai faites pour trouver et me procurer lesdites preuves sont les suivantes: (*décrire en détail les pas et démarches faits et les moyens employés*);

"Qu'en discontinuant ladite pétition (*ou* procédure), je n'agis aucunement pour favoriser en quoi que ce soit le défendeur, mais dans le seul intérêt de la justice et de la vérité.

"Et j'ai signé (*ou* je déclare avoir entendu lire la présente déclaration, et, ne sachant signer, y avoir apposé ma croix, *sui-vant le cas.*)

"Assermenté devant moi, (Signature.)"
à le }
jour de 19 . }
(Signature.)"

S. R. 1925, c. 5, a. 96.

Condi-
tions.

97. Cette demande ne doit être accordée que si le tribunal ou le juge est convaincu, d'après les allégations de la déclaration attestée sous serment et les détails des recherches et démarches qu'elle contient, que le déposant est de bonne foi. S. R. 1925, c. 5, a. 97.

Rapport
à l'ora-
teur.

98. Si le tribunal ou le juge décide que la demande de discontinuation doit être accordée, il rend jugement l'accordant, et fait immédiatement rapport à l'orateur des raisons qui l'ont porté à accorder la

on account of any understanding or agreement, express or implied, with the respondent, or with any person representing or acting for him or in his interest; nor on account of any promise, agreement or undertaking, express or implied, by reason whereof I have received, or shall or may receive any gift, sum of money, reward, profit or advantage whatever; nor on account of any agreement or understanding, express or implied, by reason whereof any election petition that is now pending, or which is to be taken, or any judicial proceeding whatever, now pending or to be taken, will be discontinued, abandoned or suspended;

"That the only reason for my discontinuing the said petition (*or* proceeding) is that, after having personally made all possible efforts, I was unable to find and procure proof of the facts alleged in the said petition (*or* proceeding), and that the efforts that I made to find and procure the said proof are the following (*describe here in detail all steps taken and the means employed*);

"That, in discontinuing the said petition (*or* proceeding), I do not act in any way to favor the respondent, but solely in the interests of justice and truth.

"And I have signed (*or* I declare that I have heard the present affidavit read, and, not knowing how to write, have made my mark, *as the case may be*).

(Signature.)"
"Sworn before me, at (Signature.)"
this day of , 19 . }

(Signature.)"
R. S. 1925, c. 5, s. 96.

Condi-
tions.

97. No such application may be granted unless the court or judge be convinced, from the allegations of the affidavit and the details of the steps taken, that the deponent is in good faith. R. S. 1925, c. 5, s. 97.

98. If the court or judge decide that the application for leave to withdraw should be allowed, he shall give judgment granting such application, and immediately report to the Speaker the reasons

Report to
Speaker.

demande; son rapport doit être accompagné de copies des documents produits à l'appui de la demande. S. R. 1925, c. 5, a. 98.

which occasioned his granting the same; his report shall be accompanied by copies of the documents produced in support of the application. R. S. 1925, c. 5, s. 98.

Affidavit
requis
avant
l'audi-
tion.

99. Aucune pétition en contestation d'élection, ou procédure essentielle dont le renvoi aurait pour effet de faire tomber une pétition, ne peut être renvoyée par le tribunal ou le juge, ni prise en délibéré, à moins que le pétitionnaire ou les pétitionnaires n'aient produit, avant l'audition, une déclaration attestée sous serment dans les termes suivants:

"Je, (*désignation du ou des pétitionnaires*), étant dûment assermenté, dépose et dis:

"Que, dans la poursuite, la conduite et l'instruction de la présente pétition en contestation d'élection (*ou procédure, suivant le cas*), j'ai fait toute la diligence en mon pouvoir pour découvrir et faire la preuve des manœuvres électorales alléguées dans la pétition et dans les particularités; que je n'ai pas agi et que je n'agis pas collusoirement avec le défendeur ni avec une autre personne pour lui ou dans son intérêt, pour le soustraire aux peines imposées par la loi, ni pour le favoriser en quoi que ce soit, ni pour faire maintenir son élection; que je n'ai pris part à, et que je n'ai connaissance de nulle convention ou entente, expresse ou tacite, en vertu de laquelle la présente pétition (*ou procédure*) serait discontinuée, abandonnée ou renvoyée faute de preuve ou autrement; que j'ai fait tous mes efforts pour faire condamner le défendeur et faire annuler son élection, et que, dans la poursuite, la conduite et l'instruction de ladite pétition (*ou procédure*), j'ai agi de bonne foi, sans fraude ni collusion, et dans le seul intérêt de la justice et de la vérité.

"Et j'ai signé (*ou je déclare avoir entendu lire la présente déclaration, et, ne sachant signer, y avoir apposé ma croix, suivant le cas.*)

(*Signature.*)"
Assermenté devant moi, }
à , le }
jour de 19 . }
(*Signature.*)"
S. R. 1925, c. 5, a. 99.

99. No election petition, or essential proceeding therein, which, being dismissed, would cause the petition to fail, may be dismissed by the court or judge, or taken under advisement, unless the petitioner or petitioners have produced, before the hearing an affidavit in the following terms:

Affidavit
required
before
hearing.

"I, (*description of the petitioner or of one of the petitioners,*) being duly sworn, depose and say:

"That, in the prosecution, conduct and trial of the present election petition (*or proceeding, as the case may be*), I used all diligence in my power to discover and adduce evidence of the corrupt practices alleged in the petition and in the bill of particulars; that I have not acted and do not act in collusion with the respondent, or with any person on his behalf, or in his interest, to shield him from the penalties against him by law enacted, or to favor him in any way whatsoever, or to maintain his election; that I have taken no part in and have no knowledge of any agreement or understanding, express or implied, by reason whereof the present petition (*or proceeding*) should be withdrawn, abandoned or dismissed for want of proof or otherwise; that I exerted all my efforts to have the respondent condemned and his election set aside, and that, in the prosecution, conduct and trial of the said petition (*or proceeding*), I acted in good faith, without fraud or collusion and in the sole interests of justice and truth.

"And I have signed (*or I declare that I have heard the present affidavit read, and, not knowing how to write, have made my mark, as the case may be*).

(*Signature.*)"
"Sworn before me, at }
this day of , 19 . }
(*Signature.*)"
R. S. 1925, c. 5, s. 99.

Substitu-
tion de
pétition-
naire.

100. Lorsqu'il est fait une demande de discontinuer une pétition ou une procédure essentielle, toute personne qui aurait pu faire une pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal saisi de la cause d'être substituée au pétitionnaire qui désire discontinuer sa pétition. S. R. 1925, c. 5, a. 100.

100. When an application is made to discontinue any petition or an essential proceeding therein, any person, who might have petitioned against the election, may apply to the judge or to the court before whom the case is pending, to be substituted in lieu of the petitioner so desiring to discontinue his petition. R. S. 1925, c. 5, s. 100.

Substitu-
tion of
petition-
ers.

Caution-
nement.

101. Le juge ou le tribunal peut, si la chose paraît à propos, substituer ce requérant au pétitionnaire et, de plus, si le désistement est dans son opinion amené par quelque considération ou marché entaché de corruption, ordonner que le cautionnement fourni, au nom du pétitionnaire primitif, reste comme garantie des frais à encourir par le pétitionnaire substitué, et que le pétitionnaire primitif soit responsable des frais de ce substitué, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement. S. R. 1925, c. 5, a. 101.

101. The judge or the court may, if it appear advisable, substitute as petitioner any such applicant, and may further, if the withdrawal be, in his or its opinion, induced by any corrupt bargain or consideration, order that the security given on behalf of the original petitioner remain as security for any costs that may be incurred by the subsequent petitioner, and that the original petitioner shall be liable to pay the costs of the substituted petitioner, to the extent of the sum named in such security. R. S. 1925, c. 5, s. 101.

Security.

Nouveau
caution-
nement.

102. Si pareil ordre n'est pas donné à l'égard du cautionnement fourni au nom du pétitionnaire primitif, le pétitionnaire substitué, avant de procéder sur la pétition, et dans le délai fixé par le juge ou le tribunal doit donner un cautionnement de la nature de celui fourni lors de la présentation d'une pétition, et sujet aux mêmes conditions.

102. If no such order be made with respect to the security given on behalf of the original petitioner, security, similar to that required on the presentation of a petition, and subject to the like conditions, shall be given on behalf of the substituted petitioner, before he proceeds with his petition, and within the delay prescribed by the judge or court.

Other
security.

Réduc-
tion.

Toutefois, le montant du cautionnement peut être réduit selon les exigences du cas. S. R. 1925, c. 5, a. 102.

The amount of security may, however, be reduced, as the circumstances of the case may require. R. S. 1925, c. 5, s. 102.

Reduc-
tion.

Nouveau
pétition-
naire.

103. Le pétitionnaire substitué occupe, autant que possible, la même position et est sujet aux mêmes obligations et responsabilités que le pétitionnaire primitif, sujet néanmoins aux conditions énoncées précédemment. S. R. 1925, c. 5, a. 103.

103. Subject to the conditions herein above set forth, the substituted petitioner shall, as nearly as may be, stand in the same position, subject however to the same obligations, as the original petitioner. R. S. 1925, c. 5, s. 103.

Substi-
tuted
petition-
er.

Frais.

104. Le pétitionnaire, s'il discontinue sa pétition, est tenu de payer les frais du défendeur, à moins que le juge ou le tribunal n'en ordonne autrement. S. R. 1925, c. 5, a. 104.

104. If the petitioner withdraw his petition he shall be liable for the costs of the respondent, unless the judge or the court otherwise order. R. S. 1925, c. 5, s. 104.

Costs.

Consente-
ment.

105. S'il y a plus d'un pétitionnaire, la demande de discontinuer la pétition doit être faite du consentement de tous les pétitionnaires. S. R. 1925, c. 5, a. 105.

105. If there be more petitioners than one, the application to withdraw the petition must be made with the consent of all the petitioners. R. S. 1925, c. 5, s. 105.

Consent
required.

- Rapport à l'orateur.** **106.** Lorsqu'une pétition a été discontinuée, le juge ou le tribunal saisi de la cause, s'il est d'opinion que le désistement est le résultat de quelque arrangement entaché de corruption, ou a lieu en considération de la discontinuation d'une autre pétition, doit communiquer cette opinion à l'orateur, ainsi que les circonstances qui ont accompagné la discontinuation de la pétition. S. R. 1925, c. 5, a. 106.
- 106.** In every case of the withdrawal of a petition, the judge or court before whom the case is pending, if of opinion that such withdrawal was the result of any corrupt arrangement, or in consideration of the withdrawal of any other petition, shall report such opinion to the Speaker, with the circumstances attending the withdrawal of the petition. R. S. 1925, c. 5, s. 106.
- Substitution en cas de refus de procéder.** **107.** Si le pétitionnaire néglige ou refuse de procéder, le juge ou le tribunal peut permettre à une ou à plusieurs personnes d'être substituées comme pétitionnaires, d'après les principes et les règles énoncés ci-dessus. S. R. 1925, c. 5, a. 107.
- 107.** If the petitioner neglect or refuse to proceed, the judge or court may permit one or more persons to be substituted as petitioners, according to the principles and rules hereinabove set forth. R. S. 1925, c. 5, s. 107.
- Décès du pétitionnaire.** **108.** Une pétition en contestation d'élection est annulée par le décès d'un pétitionnaire unique, ou par celui du survivant de plusieurs pétitionnaires. S. R. 1925, c. 5, a. 108.
- 108.** An election petition shall be abated by the death of a sole petitioner, or of the survivor of several petitioners. R. S. 1925, c. 5, s. 108.
- Frais antérieurs.** **109.** L'annulation d'une pétition ne modifie pas la responsabilité du pétitionnaire pour le paiement des frais encourus antérieurement. S. R. 1925, c. 5, a. 109.
- 109.** The abatement of a petition shall not affect the liability of the petitioner for the costs previously incurred. R. S. 1925, c. 5, s. 109.
- Avis.** **110.** Avis de l'annulation d'une pétition en vertu de l'article 108, est donné, dans le district électoral dont l'élection ou le rapport est contesté, de la manière, dans les délais et au lieu prescrits par les règles.
- 110.** Notice of the abatement of any petition under section 108, shall be given in the electoral district for which the election or return has been contested, in the manner and within the delays and at the place prescribed by the rules.
- Publication.** Cet avis est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 5, a. 110.
- Such notice shall also be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 5, s. 110.
- Demande de substitution.** **111.** Dans le délai prescrit, toute personne qui aurait pu faire une pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal alors saisi de la cause, à être substituée comme pétitionnaire. S. R. 1925, c. 5, a. 111.
- 111.** Within the prescribed delay, any person who might have petitioned against the election may apply to the judge or the court before whom the case is then pending to be substituted as petitioner. R. S. 1925, c. 5, s. 111.
- Substitution.** **112.** Le juge ou le tribunal peut, si la chose lui paraît à propos, substituer ce requérant au pétitionnaire primitif.
- 112.** The judge or the court may, if it appear just, substitute such applicant to the original petitioner.
- Cautionnement.** Le substitué est tenu de fournir un cautionnement de la nature de celui fourni lors de la présentation d'une pétition en contestation d'élection; mais le montant peut en être réduit suivant les exigences du cas. S. R. 1925, c. 5, a. 112.
- Such substituted petitioner shall be obliged to furnish security similar to that required with the presentation of an election petition; but the amount may be reduced as circumstances may require. R. S. 1925, c. 5, s. 112.

- Avis dans certains cas.** **113.** Si, pendant l'instance d'une pétition en contestation d'élection, il arrive:
- Que le défendeur meure; ou
 - Que l'Assemblée législative déclare son siège vacant; ou
 - Que le défendeur donne avis qu'il n'a pas l'intention de s'opposer ou de continuer à s'opposer à la pétition; ou
 - Qu'il soit appelé à la Législature comme conseiller législatif;
- Ajournement.** Avis doit en être donné de la manière prescrite par l'article 95; et le juge ou le tribunal saisi de la cause doit ajourner l'instance pour permettre que cet avis soit donné. S. R. 1925, c. 5, a. 113.
- Notice in certain cases.** **113.** If, during the trial of any election petition, it happen,—
- that the respondent dies; or
 - that the Legislative Assembly declares his seat vacant; or
 - that the respondent has given notice that he does not intend to oppose, or further to oppose the petition; or
 - that he is summoned to the Legislature, as a Legislative Councillor,—
- Notice thereof must be given in the manner prescribed by section 95; and the judge or the court before whom the case is pending shall adjourn the proceedings, in order that such notice may be given. R. S. 1925, c. 5, s. 113.
- Demande de substitution.** **114.** Dans le délai prescrit, toute personne qui aurait pu faire la pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal alors saisi de la cause, d'être admise comme défenderesse à s'opposer à la pétition ou à la partie de la pétition qui n'est pas encore jugée. S. R. 1925, c. 5, a. 114.
- Substitution de défendeur.** **114.** Within the delay prescribed, any person who might have petitioned against the election may apply to the judge or court before whom the case is pending to be admitted as respondent to oppose the petition, or so much thereof as may still remain undisposed of. R. S. 1925, c. 5, s. 114.
- Restriction.** **115.** Telle personne est en conséquence admise à s'opposer à la pétition ou à la partie de la pétition, soit aux lieu et place du défendeur, soit avec toute autre défendeur, s'il en reste d'autres.
- Idem.** Such person shall accordingly be admitted to oppose the petition, or so much thereof as may remain undisposed of, either in place of the respondent, or with any other respondent, if any there be.
- Le nombre de personnes ainsi admises ne peut excéder trois.** S. R. 1925, c. 5, a. 115.
- Number.** Any number of persons, not exceeding three, may be so admitted. R. S. 1925, c. 5, s. 115.
- Frais ultérieurs.** **116.** Les personnes ainsi admises sont responsables pour les frais encourus après leur admission, suivant le résultat de la cause. S. R. 1925, c. 5, a. 116.
- Costs.** The persons thus admitted shall be liable for the costs thereafter incurred, according to the result of the case. R. S. 1925, c. 5, s. 116.
- Rapport à l'orateur.** **117.** Lorsqu'un défendeur a donné avis qu'il n'a pas l'intention de s'opposer ou de continuer à s'opposer à la pétition, le juge ou le tribunal saisi de la cause doit en faire rapport immédiatement à l'orateur. S. R. 1925, c. 5, a. 117.
- Report to Speaker.** **117.** Whenever a respondent has given notice that he does not intend to oppose or further to oppose the petition, the judge or the court before whom the case is pending shall immediately report the same to the Speaker. R. S. 1925, c. 5, s. 117.
- Inhabilité.** **118.** Le défendeur ne peut, après avoir donné cet avis, comparaître ou agir dans aucune procédure comme partie intéressée contre la pétition, ni, jusqu'à ce que l'Assemblée législative ait reçu le rapport final sur la pétition, siéger ou voter à l'Assemblée législative. S. R. 1925, c. 5, a. 118.
- Incapacity.** **118.** The respondent may not, after having given such notice, appear or act in any proceeding as a party interested against such petition, nor shall he, until the Legislative Assembly has received the final report on the petition, sit or vote in the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 5, s. 118.

Double
rapport.

119. Lorsque, sur une pétition se plaignant d'un double rapport, le défendeur a donné avis qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à la pétition, et que personne n'a été admis à s'opposer à la pétition, le pétitionnaire peut discontinuer sa pétition par avis adressé au protonotaire, pourvu qu'il n'y ait pas de pétition contre l'autre député déclaré élu dans le double rapport.

Rapport à
l'orateur.

Le juge ou le tribunal saisi de la cause fait immédiatement rapport de ce fait à l'orateur. S. R. 1925, c. 5, a. 119.

119. When, on a petition complaining of a double return, the respondent has given notice that he does not intend to oppose the petition, and no party has been admitted to oppose the petition, the petitioner may, provided there be no petition against the other member declared elected in such double return, withdraw his petition, by giving notice to the prothonotary.

Double
return.

The judge or the court before whom the case is pending shall immediately report the fact to the Speaker. R. S. 1925, c. 5, s. 119.

Report to
Speaker.

Péremption.

120. L'instruction au mérite de toute pétition en contestation d'élection doit être commencée dans les quatre mois qui suivent la publication, en vertu de l'article 328 de la Loi électorale de Québec (chap. 5), dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de l'élection du député par le greffier de la couronne en chancellerie, sinon la pétition est périmée et de nul effet.

Suspendu-
sion du
délai.

Dans le cas d'appel à la Cour du banc du roi du jugement sur les objections préliminaires, il n'est pas tenu compte, dans la computation de ces quatre mois, du temps compris entre la production de l'inscription à la Cour du banc du roi et la reddition du jugement par ce tribunal. S. R. 1925, c. 5, a. 120.

120. The trial upon the merits of every election petition must be commenced within the four months which follow the publication, under section 328 of The Quebec Election Act (Chap. 5), in the *Quebec Official Gazette*, by the Clerk of the Crown in Chancery, of the notice of the election of the member; if not, such petition shall be perempted and become and be of no effect.

Peremp-
tion.

In the case of appeal to the Court of King's Bench from judgment on preliminary objections, the period of time between the filing of the inscription in the Court of King's Bench and the rendering of judgment by said court shall not be reckoned as part of the said four months. R. S. 1925, c. 5, s. 120.

Suspend-
sion of
delays.

§ 11.—*Des devoirs de l'orateur après la réception des jugements et des rapports*

Devoir de
l'orateur.

121. Le plus tôt possible après avoir reçu les jugements et les rapports, l'orateur prend toutes les mesures nécessaires pour la confirmation ou la modification du rapport de l'officier-rapporteur, ou pour l'émission d'un bref pour une nouvelle élection dans les trente jours, ou pour faire autrement exécuter le jugement final, selon que les circonstances l'exigent.

Mandat.

Il peut, pour l'émission de ce bref d'élection, adresser son mandat, sous ses seing et sceau, au greffier de la couronne en chancellerie. S. R. 1925, c. 5, a. 121.

§ 11.—*Duties of the Speaker, after receiving Judgment and Report*

121. The Speaker shall, at the earliest practicable moment after having received the judgment and report, adopt all the proceedings necessary for confirming or altering the return of the returning-officer, or for the issuing of a writ for a new election within thirty days, or for otherwise carrying the final judgment into execution, as circumstances may require.

Duties of
Speaker.

He may, for the issuing of such writ of election, address his warrant, under his hand and seal, to the Clerk of the Crown in Chancery. R. S. 1925, c. 5, s. 121.

Communi-
cation
des juge-
ments.

122. L'orateur doit communiquer sans délai à l'Assemblée législative les jugements et les rapports qu'il a reçus, ainsi que ses propres procédures à leur égard. S. R. 1925, c. 5, a. 122.

122. The Speaker shall, without delay, communicate to the Legislative Assembly every judgment and report which he has received, and his own proceedings thereon. R. S. 1925, c. 5, s. 122.

Communi-
cation of
judg-
ments.

Rapports
spéciaux.

123. Lorsqu'un rapport spécial a été reçu, l'Assemblée législative peut donner l'ordre qu'elle juge convenable à l'égard de ce rapport spécial. S. R. 1925, c. 5, a. 123.

123. When a special report has been received, the Legislative Assembly may make such order in respect of such special report as it may deem proper. R. S. 1925, c. 5, s. 123.

§ 12.—*Du tarif des honoraires au sujet des procédures se rattachant aux pétitions en contestation d'élection*

§ 12.—*Tariff of Fees upon Proceedings on Election Petitions*

Tarif des
honorai-
res des
avocats.

124. Les juges de la Cour supérieure ou la majorité d'entre eux, ou les juges de la Cour du banc du roi ou la majorité d'entre eux, peuvent établir un tarif des honoraires payables aux avocats et conseils sur les procédures en rapport avec les pétitions en contestation d'élection et les modifier ou abroger à discrétion.

124. The judges of the Superior Court, or the majority of them, or the judges of the Court of King's Bench, or the majority of them, may make a tariff of fees to be paid to advocates and counsel, on proceedings to be had in relation to election petitions, and may revoke or alter the same at their discretion.

Dépôt.

Une copie de ce tarif doit être transmise à l'Assemblée législative de la manière prescrite par l'article 14. S. R. 1925, c. 5, a. 124; 22 Geo. V, c. 20, a. 7; 1 Ed. VIII (2), c. 9, aa. 1 et 2.

A copy of such tariff shall be sent to the Legislative Assembly, in the manner prescribed by section 14. R. S. 1925, c. 5, s. 124; 22 Geo. V, c. 20, s. 7; 1 Ed. VIII (2), c. 9, ss. 1 and 2.

Frais des
protho-
notaires et
taxes.

125. Les frais et honoraires des proto-notaires et les taxes imposées sur les procédures dans une action de première classe à la Cour supérieure, sont exigibles sur les procédures d'une pétition en contestation d'élection en autant que ces procédures peuvent être assimilées à celles mentionnées en premier lieu. S. R. 1925, c. 5, a. 125.

125. The expenses and fees of prothonotaries and taxes imposed on proceedings, in actions of the highest class in the Superior Court, shall be exigible in proceedings on an election petition, insofar as the latter proceedings can be assimilated to the former. R. S. 1925, c. 5, s. 125.

§ 13.—*Des frais*§ 13.—*Costs*Adjudica-
tion des
frais.

126. Les frais, charges et dépens résultant de la présentation d'une pétition en contestation d'élection et des procédures qui s'y rapportent sont payés par le pétitionnaire ou les parties adverses, de la manière et dans la proportion que le juge ou le tribunal saisi de la cause décide. S. R. 1925, c. 5, a. 126.

126. All costs, charges and expenses, resulting from the presentation of an election petition and from the proceedings consequent thereon, shall be payable by the petitioner or by the adverse parties, in such manner and in such proportion as the judge or court before whom the case is pending may determine. R. S. 1925, c. 5, s. 126.

Frais
inutiles.

127. Le juge ou le tribunal n'accorde pas les frais, charges et dépens qui, dans son opinion, ont été occasionnés par une conduite vexatoire ou par des allégations ou objections sans fondement de la part du pétitionnaire ou du défendeur; et, dans le but d'empêcher les dépenses inutiles, il adjuge ces frais, charges et dépens contre la partie qui les a causés, quel que soit le

127. The judge or the court shall disallow all costs, charges and expenses which, in his or their opinion, have been caused by vexatious conduct, or unfounded allegations or objections, on the part of either the petitioner or respondent, and, with the view of discouraging any needless expense, shall adjudge such costs, charges and expenses against the party by whom

résultat de la contestation. S. R. 1925, c. 5, a. 127.

the same were caused, whatever be the result of the contestation. R. S. 1925, c. 5, s. 127.

Taxation. **128.** Les frais sont taxés en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles, par le juge ou l'un des juges du district où se trouve le dossier. S. R. 1925, c. 5, a. 128.

128. The costs shall be taxed, in the manner ordinarily observed in civil actions, by the judge or any of the judges of the district where the record is. R. S. 1925, c. 5, s. 128. **Taxation.**

Frais contre le pétitionnaire. **129.** Si les frais ont été adjugés contre le pétitionnaire, un état des frais dus à ses témoins et à chaque partie, avec un certificat de taxation, est produit au bureau du protonotaire où se trouve le dossier, dans les trente jours après le prononcé du jugement.

129. If costs be awarded against the petitioner, a statement of costs due to his witnesses and to each party, with a certificate of taxation, shall, within the thirty days after the rendering of the decision, be filed in the office of the prothonotary where the record is. **Costs against petitioner.**

Solde du dépôt. A l'expiration du délai, si le montant des frais ainsi taxés est moindre que le dépôt, le pétitionnaire peut se faire remettre la différence. S. R. 1925, c. 5, a. 129.

After such delay if the costs so taxed be less than the deposit, the petitioner may withdraw the balance. R. S. 1925, c. 5, s. 129. **Withdrawal of balance.**

Paiement des frais sur le dépôt. **130.** Ces personnes, à l'expiration de ce délai de trente jours, ont droit de recevoir du trésorier de la province, à même le montant déposé comme cautionnement, la somme taxée en leur faveur, si le total établi par les divers certificats n'excède pas le montant du dépôt.

130. Every person to whom costs are payable shall, at the expiration of such delay of thirty days, be entitled to receive from the Provincial Treasurer, out of the amount deposited as security, the sum taxed in his favour, if the total amount of the various certificates do not exceed the amount of the deposit. **Payment of costs out of deposit.**

Exécution. Si le montant excède celui du dépôt, chacune d'elles n'en reçoit que sa proportion; et elle peut ensuite faire émettre un bref de saisie-exécution contre les biens du pétitionnaire pour le solde de ses frais, en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles. S. R. 1925, c. 5, a. 130.

If the amount exceed that of the deposit, each such person shall receive only his proportion thereof; and he may afterwards cause to be issued a writ of execution against the property of the petitioner, for the balance of his costs, in the manner ordinarily followed in civil actions. R. S. 1925, c. 5, s. 130. **Execution.**

Frais contre le défendeur. **131.** Si le défendeur est condamné aux frais, ces frais sont taxés et peuvent, à l'expiration des trente jours du prononcé du jugement, être perçus par voie de saisie-exécution, en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles. S. R. 1925, c. 5, a. 131.

131. If the respondent be condemned in costs, such costs shall be taxed, and may, at the expiration of thirty days from the rendering of the judgment, be levied by writ of execution, in the manner usual in civil actions. R. S. 1925, c. 5, s. 131. **Costs against respondent.**

Frais contre agents. **132.** Si l'élection est annulée à raison de quelques manœuvres frauduleuses pratiquées par un ou plusieurs agents hors la connaissance et sans le consentement du candidat, ces agents peuvent être condamnés, conjointement et solidairement avec le défendeur, à payer, en tout ou en partie, les frais adjugés en faveur du pétitionnaire. S. R. 1925, c. 5, a. 132.

132. If the election be set aside on account of any corrupt practice on the part of one or more agents, without the knowledge and consent of the candidate, such agents may be condemned, jointly and severally with the respondent, to pay, wholly or in part, the costs awarded to the petitioner. R. S. 1925, c. 5, s. 132. **Costs against agent.**

Assigna-
tion des
agents.

133. Le juge ou le tribunal ordonne que ces agents soient assignés à comparaître dans un délai déterminé pour être entendus.

Défaut.

S'ils ne comparaissent pas, ils sont condamnés, sur la preuve déjà faite, à payer les frais, en tout ou en partie, selon qu'il est trouvé juste.

Audition.

S'ils comparaissent, le juge ou le tribunal, après avoir entendu les parties et la preuve, rend jugement. S. R. 1925, c. 5, a. 133.

Exécu-
tion con-
tre agents.

134. Le pétitionnaire peut faire exécuter le jugement pour les frais contre tout agent ainsi condamné, de la même manière qu'il peut le faire contre le défendeur. S. R. 1925, c. 5, a. 134.

Empri-
sonne-
ment.

135. L'agent ainsi condamné peut être emprisonné pour un terme n'excédant pas deux mois, à défaut de paiement du montant du jugement. S. R. 1925, c. 5, a. 135.

133. The judge or the court shall order that every such agent be summoned to appear to be heard, within a fixed delay. Sum-
moning
of agents.

If he do not appear, he shall, on the proof already taken, be condemned to pay the costs, wholly or in part, as shall be deemed just. Default.

If he appear, the judge or the court, after having heard the parties and the proof adduced, shall render judgment. Cause
shown.
R. S. 1925, c. 5, s. 133.

134. The petitioner may execute the judgment for the costs against any agent so condemned, in the same manner as against the respondent. R. S. 1925, c. 5, s. 134. Execu-
tion
against
agent.

135. The agent, so condemned, may be imprisoned for any term not exceeding two months, on failure to pay the amount of the judgment. R. S. 1925, c. 5, s. 135. Imprison-
ment.

FORMULE

1.—(Article 74)

Affidavit à produire des documents

CANADA,
Province de Québec, }
District d . }

COUR SUPÉRIEURE

(LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC)

A. B.,
 pétitionnaire,
contre

C. D.,
 défendeur.

Élection dans , tenue le jour d .
Je, de , prête serment et dis :

1° J'ai en ma possession ou en mon pouvoir les documents se rattachant aux matières en question, énoncées dans les première et seconde parties de la première cédule ci-annexée.

FORM

1.—(Section 74)

Affidavit on Production on Documents

CANADA,
Province of Quebec, }
District of . }

SUPERIOR COURT

(QUEBEC CONTROVERTED ELECTIONS' ACT)

A. B.,
 Petitioner,
vs.

C. D.,
 Respondent,

Election for , held the
day of .
I, , of , make
oath and say:

1. I have, in my possession or in my power, the documents referring to the matters in question, mentioned in the first and second parts of the first schedule hereunto annexed.

2° Je m'oppose à produire lesdits documents énoncés dans la seconde partie de ladite première cédule.

3° (*Dire pour quels motifs l'objection est faite, et vérifier les faits autant que possible.*)

4° J'ai eu, mais je n'ai plus maintenant en ma possession ou en mon pouvoir, les documents se rattachant aux matières en question, énoncées dans la seconde cédule ci-annexée.

5° Les documents en dernier lieu mentionnés ont été en ma possession ou en mon pouvoir, pour la dernière fois le (dire quand).

6° (*Dire ce qui est advenu des documents en dernier lieu mentionnés, à qui ils ont été remis, ou qui en a maintenant la possession.*)

7° Au meilleur de ma connaissance, de mon souvenir, de mon information et de ma croyance, je n'ai pas maintenant et n'ai jamais eu en ma propre possession, garde ou pouvoir, ou en la possession, garde ou pouvoir de mes agents ou procureurs, ou en la possession, garde ou pouvoir de qui que ce soit, en mon nom et pour moi, aucun acte, compte, livre de comptes, procès-verbal, pièce justificative, reçu, lettre, mémoire, papier ou écrit, ou aucune copie ou extrait d'un document de ce genre ou autre document quelconque se rattachant aux matières en question ou à une d'entre elles, ou dans lequel quelque inscription ou entrée a été faite au sujet de ces matières, ou une d'elles, autre que les documents énoncés dans les première et seconde cédules ci-annexées.

Attesté sous serment, etc.

(*Annexer les cédules mentionnant les documents en question.*)

S. R. 1925, c. 5, formule 1.

2. I object to the production of the said documents referred to, in the second part of the said first schedule.

3. (*Mention the reason for the objection and verify the facts as far as possible.*)

4. I had, but have no longer in my possession or in my power, the documents referring to the matters in question mentioned in the second schedule hereunto annexed.

5. The documents last mentioned were in my possession or power for the last time, the (say when).

6. (*State what has become of the documents last mentioned, to whom they were delivered, or in whose possession they now are.*)

7. To the best of my knowledge, remembrance, information and belief, I have not now, and have never had, in my own possession, custody or power, or in the possession, custody or power of my agents or attorneys, or in the possession, custody or power, of any one, in my name and for myself, any deed, account, account book or report, voucher, receipt, letter, memorandum, paper or writing, or any copy of or extract from any document of that character, or document whatsoever referring to the matters in question, or to any one of them, or in which any entry is made relating to such matters, or any of them, other than the documents mentioned in the first and second schedules hereunto annexed.

Sworn, etc.

(*Annex the schedules mentioning the documents in question.*)

R. S. 1925, c. 5, form 1.